SEA UNSA éducation
Syndicat de l'Enseignement agricole

COMMUNIQUÉ

Déclaration liminaire de l'intersyndicale (L'Elan Commun, FO-EA, SEA-UNSA) au CNEA boycotté du 27 octobre 2023.

ENSEIGNANT



C'est un HOLD UP ! En cette rentrée, notre ministère nous inflige une situation inédite. En effet, sans aucune information préalable, de nombreux enseignant.es de l'Enseignement Agricole Public intervenant dans les classes de Bac Pro rénovés ont vu leurs fiches de service trafiquées.

C'est un HOLD UP !

En cette rentrée, notre ministère nous inflige une situation inédite. En effet, sans aucune information préalable, de nombreux enseignant.es de l'Enseignement Agricole Public intervenant dans les classes de Bac Pro rénovés ont vu leurs fiches de service trafiquées en ce début d'année et constatent de devoir soit travailler plus, soit accepter une réduction de leur rémunération.

Cette décision, prise sans consultation, reflète un mépris flagrant envers les enseignant.es et leurs représentant.es. Le nouveau calcul du temps de travail, instauré à la dernière minute, forcerait les enseignant.es à "travailler autant pour gagner moins" ou "travailler plus pour simplement gagner autant".

Cette mesure, débutant dès cette rentrée 2023 dans certaines régions, constitue une attaque directe contre la profession, et cela alors même que les enseignant.es français.es comptent déjà parmi les moins bien rémunéré.es de l'OCDE.

Clairement, il s'agit de payer moins aujourd'hui et demain la pluridisciplinarité et les stages collectifs pour les enseignant.es au détour d'une réforme pédagogique.

Certain.es enseignant.es risquent de perdre jusqu'à 200 euros par mois, là où d'autres se sont vu.es attribuer une classe en plus pour une rémunération équivalente.

Cela témoigne clairement de l'indifférence gouvernementale envers leur engagement au quotidien au service de l'éducation et finit d'anéantir le peu de mesures prises en faveur du pouvoir d'achat. Et cela, nous le refusons !

Malgré des échanges bilatéraux, l'inflexibilité persiste, menaçant non seulement le statut des enseignant.es mais aussi l'organisation et l'efficacité du service public d'éducation.

L'intersyndicale dénonce cette manipulation et exige la correction immédiate des fiches de service pour préserver l'égalité de traitement des enseignant.es et certainement pas "des compléments de paye" parce que politiquement la position n'est pas tenable, en dépit du fait que cette nouvelle règle de gestion inique serait néanmoins généralisée dès la rentrée 2024.

Un préavis de grève a été déposé pour le 14 novembre 2023, témoignant de la détermination des enseignant.es à défendre leurs droits et à se faire respecter !

Monsieur le Ministre, Monsieur le Président du CNEA, l'injustice envers les enseignant.es ne restera pas sans réponse. L'éclat de l'éducation persiste malgré les nuages, porté par celles et ceux qui refusent de voir son avenir assombri par des politiques injustes et méprisantes.

Par cette déclaration liminaire, l'intersyndicale de l'Enseignement Agricole Public revendique le boycott de cette instance et de celles qui suivront en réponse au mépris subi par nos collègues.

La grève du 14 novembre est déclarée au nom des personnels, avec la demande urgente d'une correction immédiate des fiches de service et d'une audience avec vous.

Soyez assuré de notre détermination à défendre les droits des enseignant.es.

Nous le réaffirmons ici, il s'agit ni plus ni moins que d'un HOLD UP et nous ne l'accepterons pas !

L'intersyndicale de l'Enseignement Agricole Public (ÉLAN COMMUN, FO-EA, SEA-UNSA).

l'élan commun

la cgt AGRI — SNETAP FSU — SNUitam — Sud Territoires

unies&engagées pour le service public et ses agent·e·s pour la transformation sociale et environnementale

seA UNSA Syndicat de l'Enseignement Agricole

FO Enseignement Agricole